

B

Le magazine des Bretonnes et des Bretons

Magazin ar Breizhadezed hag ar Vreizhiz

La gazette des Bertones e des Bertons

LE DOSSIER
Numérique : l'affaire
de toutes et tous

INSTANTANÉS
La criée de Lorient

LA NOUVELLE VAGUE
Déter, bien plus
qu'une série télé



SOMMAIRE



4

LA TRIBUNE
**« La sobriété foncière est
une contrainte ; je veux
en faire une force »**



6

VU D'ICI
**Énergie :
passons au vert !**



8

LE DOSSIER
**Numérique :
l'affaire de
toutes et tous**



29

L'EXPÉRIENCE
**Sur les traces
de l'industrie bretonne**



32

LE BAZAR BRETON
S'amuser de tout bois



34

TELLEMENT CLICHÉ !
**Le Gwenn-ha-Du est
un drapeau traditionnel**

B Le magazine des Bretonnes et des Bretons, publication de la Région Bretagne, 283 avenue du Général Patton, CS 21101, 35711 Rennes cedex 7 Bmagazine@bretagne.bzh. Directeur de la publication : Loïc Chesnais-Girard. Direction éditoriale : Emmanuel Sergent, Christelle Bayon, Elsa Gueguen. Rédactrice en chef : Anne Cacquevel. Conception-réalisation : Citizen Press. Rédaction : Gaël Bocandé, Stéphane Boumendil, Olivier Constant, Régis Delanoë, Hortense Lasbleis, Anna Quéré, Aurore Toulon, Séverine Vallat. Direction artistique : David Corvaisier. Secrétariat de rédaction : Marie Roos. Cheffe de fabrication : Sylvie Esquer. Traduction breton : Office public de la langue bretonne. Traduction gallo : Institut de la langue gallèse. Dépôt légal : juillet 2023. ISSN : 2999-8913. Imprimeur : Agir Graphic - 96 boulevard Henri Becquerel, 53 000 Laval. Tirage : 1760 000 d'exemplaires. Photo de couverture : Les jeunes comédiens de la série Déter © Estelle CHAIGNE - FTV

Vous n'avez pas reçu votre B ?

Pour le signaler, merci de contacter les services de La Poste au 02 98 11 79 41 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ou par mail : lpsb-deploiement.dve-bretagne@laposte.fr

Retrouvez le B sur bretagne.bzh/Bmagazine

ainsi que toute l'actualité de la Région



Ce magazine a fait l'objet d'une attention particulière en matière d'éco-conception.

Pour en savoir + : bretagne.bzh/Bmagazine

Aidez-nous à limiter l'impact de cet exemplaire sur l'environnement, jetez-le dans un bac de tri dédié au papier.





15

EN IMMERSION
Pour une rentrée
qui roule



19

PASSIONNÉE
Gaële Le Noane
« Je voulais créer une
entreprise qui regroupe
tous mes engagements »



23

INSTANTANÉS
La criée de Lorient



36

LE DESSIN
Les éoliennes de la baie
de Saint-Brieuc



38

LA BRETAGNE DE...
Mona Ozouf



42

LA NOUVELLE VAGUE
Déter, bien plus
qu'une série télé

à bord



© Patrick Gaillardin
/ hanslucas

CHRISTIAN CÉVAËR – p.14
Expert en cybersécurité.
Originaire du Finistère, il lui a semblé naturel de rejoindre, début 2019, l'ANSSI en tant que délégué régional pour la région Bretagne, afin de participer au renforcement de la sécurité numérique.



© Juliette Pavy /
Collectif Hors Format

JULIETTE PAVY – p.23
Photographe. Collaboratrice régulière de la presse, elle s'intéresse tout particulièrement aux sujets environnementaux et sociétaux. Lauréate de plusieurs prix, elle a cofondé le collectif Hors Format.



© Picasa

YANN LESACHER – p.36
Illustrateur. Il est diplômé de l'école des Gobelins. On retrouve sa pratique du croquis, de l'aquarelle, de la gouache et du dessin sous toutes ses formes à travers une collection d'ouvrages intitulé : *Une Bretagne par les contours* (éd. de Dahouët).

La Région s'engage pour valoriser, transmettre et développer le breton et le gallo, reconnus comme langues de Bretagne depuis 2004. Dans ce numéro, vous trouverez plusieurs articles trilingues. Un code couleur vous aidera dans leur lecture.

bzh Texte en breton

galo Texte en gallo

LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION BRETAGNE

© Franck Betermin



“
***La sobriété foncière
est une contrainte ;
je veux en faire une force***
”

Alors que le Zéro artificialisation net (ZAN) va entrer en application, la Bretagne est l'une des toutes premières régions à s'être engagée dans une démarche de sobriété foncière. Pourquoi cette mobilisation ?

Le Zéro artificialisation net (ZAN) fait partie des mesures de la loi Climat et Résilience votée en 2021. Il vise à réduire progressivement la consommation des terres agricoles et des espaces naturels. Chaque année, nous consommons, en moyenne, 2 000 hectares de terres. Nous devons réduire ce chiffre de moitié. Mais notre responsabilité, c'est aussi de faire en sorte que, demain, les Bretonnes et les Bretons puissent se loger partout en Bretagne, que nous restions une région de polyculture-élevage et une terre d'accueil pour les entreprises. La Région travaille ainsi depuis plusieurs mois avec les élus, afin de débattre des modalités d'application de cette sobriété foncière dans leurs territoires respectifs et de faire émerger des solutions ciblées. Anticiper pour ne pas subir les conséquences de la loi : c'est tout l'intérêt de cette méthode fondée sur le dialogue. Elle nous permettra, j'en suis sûr, de trouver un nouveau modèle de développement breton. La sobriété foncière est une contrainte ; je veux en faire une force.

“Notre responsabilité, c’est de faire en sorte que, demain, les Bretonnes et les Bretons puissent se loger partout dans la région.”

Le ZAN vise clairement à lutter contre l'étalement urbain. Est-ce la fin des maisons individuelles en Bretagne ?

Pour avoir grandi dans un lotissement, je sais combien la maison individuelle répond aux aspirations de beaucoup de familles ! Au-delà, le logement reste un sujet de préoccupation central pour les Bretonnes et les Bretons. Il n'est pas question, avec le ZAN, de mettre la Bretagne sous cloche en arrêtant de produire des habitations. Pour répondre aux besoins de toutes et tous, nous devons réinventer les modes de construction, qui ne seront plus ceux des années 80. Là où c'est possible, on peut envisager de réduire l'emprise des maisons individuelles. Nous avons aussi à reconquérir nos cœurs de ville et nos centre-bourg. La Région peut aider à réhabiliter des logements anciens, pour faciliter l'implantation de commerces, voire, dans certains cas, pour reconstruire des quartiers entiers. Mener la bataille des centres-villes, c'est aussi concevoir une offre de logements diversifiée et adaptée à tous les âges de la vie, pour les retraités comme les actifs.

À l'avenir, la Région restera-t-elle aussi attractive qu'aujourd'hui pour les entreprises ?

Comme tous les citoyens, les entrepreneurs ont conscience de l'urgence climatique et de la nécessité de consommer moins d'espace. Cet enjeu impose de revoir les règles d'urbanisme des zones d'activités. Il faut aussi « compacter » les sites de production, ce qui suppose de repenser les process industriels. Pour autant, dans certains cas, il y a besoin d'espaces pour accueillir de nouvelles usines. Là encore, je crois à l'efficacité de la méthode bretonne : mettre les élus autour de la table pour trouver, à l'échelle d'un territoire, les lieux propices à ces implantations.

La Bretagne est une terre agricole. En réduisant l'artificialisation des espaces naturels, la région va-t-elle conserver cette vocation ?

Oui, c'est notre objectif. Les espaces naturels, et notamment les prairies, sont indispensables



© Franck Betermin

à la préservation de nos écosystèmes et de nos paysages. Si nous perdons ces terres, nous mettons en péril notre capacité à subvenir à un besoin essentiel, celui de se nourrir. Avec la désertification de certaines régions agricoles, en Europe du Sud notamment, les terres fertiles doivent plus que jamais être préservées. Il en va de notre souveraineté alimentaire. Et puis on ne peut pas, en même temps, faire disparaître les terres agricoles et encourager notre jeunesse à s'engager dans les métiers de l'agriculture !

Comment, concrètement, comptez-vous mobiliser les citoyens autour des enjeux de la sobriété foncière ?

Je voudrais d'abord leur dire que des solutions sont actuellement débattues avec tous les élus, urbains comme ruraux. Des actions concrètes se mettent en œuvre. Ces stratégies locales doivent s'articuler pour que la sobriété foncière soit un facteur de réussite pour la région. Ce travail collectif, chacun et chacune doit y prendre sa part. L'enjeu est de taille : permettre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de rester au pays et de bien vivre partout en Bretagne.



© Serge Bloch

ÉNERGIE : PASSONS AU VERT !

À l'approche de l'hiver, la question énergétique devient plus prégnante, cette saison étant particulièrement gourmande en électricité et en gaz. La Région accompagne les Bretonnes et les Bretons vers une consommation plus sobre et plus verte.

Opter pour les bons gestes avec Ecowatt

Vous utilisez certainement les applications météo. Mais savez-vous qu'il en existe une qui donne la météo... de l'électricité ? Portée par RTE (Réseau de transport d'électricité), en partenariat avec l'Ademe et la Région Bretagne, l'application Ecowatt vous informe en temps réel de l'état du système électrique, grâce à un code couleur simple : vert, orange et rouge. Vous pourrez ainsi adapter votre propre consommation. Comment ? En appliquant les écocgestes décrits dans l'appli, en particulier lors des périodes tendues. Le plus efficace est d'agir sur le chauffage, l'éclairage ou l'utilisation des appareils électroménagers.



monecowatt.fr



Miser sur la qualité avec France Bois Bûche

Sélectionner un fournisseur de bois de chauffage peut s'avérer compliqué, car la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. La marque France Bois

Bûche Bretagne vous guide dans votre choix.

Les fournisseurs bretons qui en bénéficient ont signé une charte de qualité, élaborée par l'association Fibois Bretagne et ses partenaires, dont la Région Bretagne. Sur le site de la marque, vous trouverez également des conseils et informations pratiques pour le stockage du bois, l'entretien de son appareil de chauffage... Un outil vous permettra également d'estimer votre consommation au plus juste.



franceboisbuche.fr/fournisseurs-de-bois-de-chauffage/bretagne

Consommer moins et plus propre

La Région s'engage pour la transition énergétique, y compris celle de son patrimoine bâti. Sur les 116 lycées publics dont elle a la charge, 25 sont désormais équipés de panneaux photovoltaïques. L'objectif : à terme, faire en sorte que la consommation électrique de tous ces bâtiments soit couverte par une énergie plus propre, grâce à un investissement de 40 millions d'euros. En parallèle, la collectivité a engagé d'importants travaux d'isolation thermique de son parc immobilier.



bretagne.bzh/energie-lycees



Améliorer la performance de son logement

Fort de 90 conseillères et conseillers, le réseau Renov' Habitat Bretagne informe et accompagne les Bretonnes

et les Bretons dans la rénovation de leur logement. Les spécialistes guident les ménages, étape par étape, de l'évaluation de leurs besoins à la réalisation des travaux, en passant par l'organisation du chantier. Financé notamment par la Région, ce dispositif est totalement gratuit.



renov-habitat.bretagne.bzh

NUMÉRIQUE : L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS

La Région a pour ambition de faire du numérique, toujours plus présent dans nos vies, une chance pour l'ensemble des Bretonnes et des Bretons.

Grâce à la richesse de son écosystème, la Bretagne a tous les atouts en main pour évoluer vers un numérique responsable et porteur d'avenir.

Une transition dans laquelle nous avons toutes et tous un rôle à jouer, individuellement et collectivement.





© Jérôme Sevrette

Plus de 350 000 foyers, entreprises et organismes publics bretons peuvent à ce jour être raccordés à la fibre.

De Lanloup à Belle-Île, de Crozon à Erbrée... Tous les foyers bretons seront, en 2026, éligibles à la fibre, avec un débit minimal de 400 mégabits par seconde. Ce haut niveau de connexion est indispensable pour les entreprises, les institutions, les associations, mais aussi les particuliers et les salariés en télétravail. De nombreux actes de notre vie quotidienne passent désormais par le numérique. Être gêné pour

les accomplir peut faire perdre beaucoup de temps, d'énergie et d'opportunités, personnelles ou professionnelles.

Jusqu'au bout de ses objectifs

Partout où les opérateurs privés ont fait le choix de ne pas se déployer, la Bretagne a entrepris de construire son propre réseau. Un chantier titanesque de 1,7 milliard d'euros, porté par la Région, les Départements, les intercommunalités de Bretagne et soutenu par l'État et l'Europe. Devant initialement se terminer en 2030, le projet lancé en 2014 aboutira finalement fin 2026, avec 50 000 kilomètres de câbles optiques prêts à alimenter 1,5 million de prises. « En choisissant de ne pas déléguer cette lourde tâche à un concessionnaire, contrairement à beaucoup de régions, la Bretagne s'est assurée d'aller au bout de ses objectifs, estime Patrick Malfait, directeur de Megalis, syndicat mixte qui assure la construction et l'exploitation de ce réseau public régional de fibre optique. La dernière maison, au bout de la dernière route de campagne, sera fibrée aussi bien qu'une adresse en ville. » Le chantier a été pensé avec une dimension inclusive. « Quelque



PAROLES D'ÉLU

« Le numérique n'est qu'un outil au service des grandes transitions : environnementale, sociale ou encore économique. La Bretagne, de par son histoire, notamment dans les télécoms, a de nombreux atouts à faire valoir pour saisir les opportunités, mais également relever les défis que le numérique porte en son sein : la fracture numérique, l'impact écologique de son usage, les risques cyber, les questions de souveraineté... Aujourd'hui, la Région s'en empare concrètement, car nous voulons offrir aux citoyennes et citoyens un avenir serein, et porteur de bien-être. »



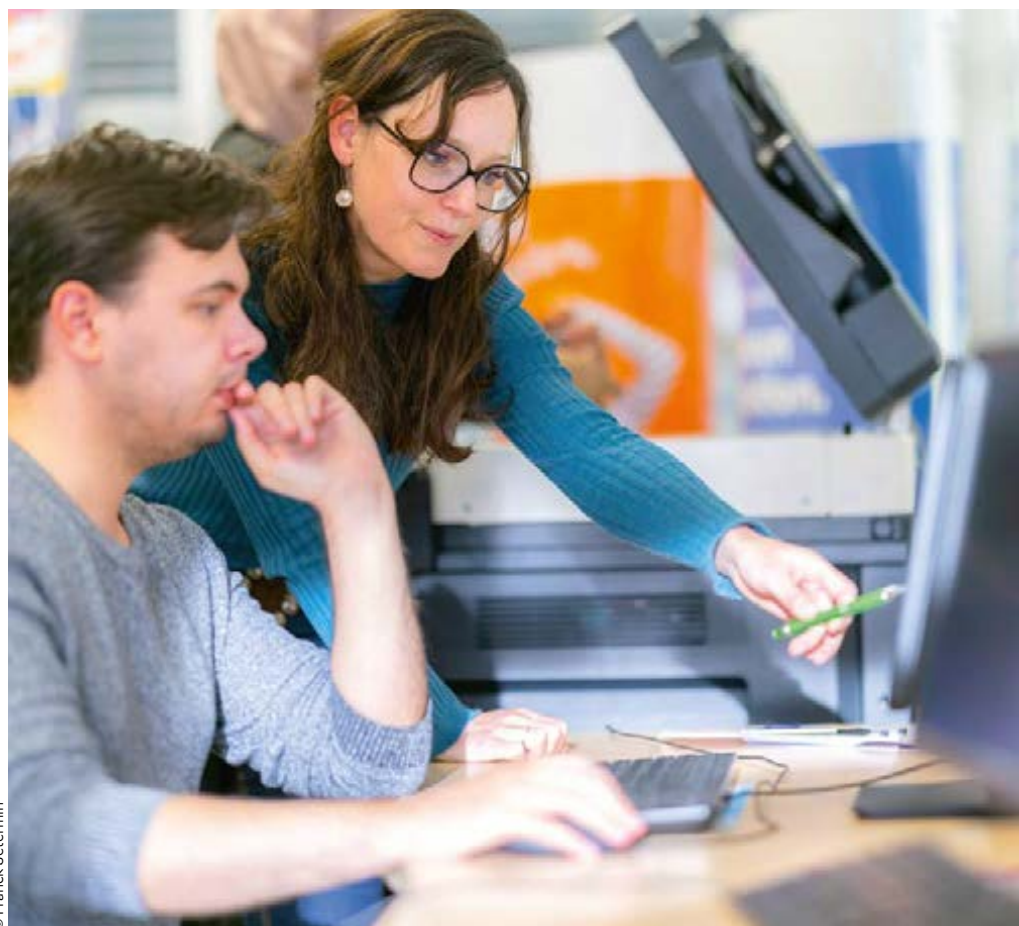
© EP Images

Jérôme Tré-Hardy
Conseiller régional délégué
au numérique

26,7 % des Bretonnes et des Bretons

sont potentiellement en difficulté
face au numérique.

Source : Portrea - portrea.fr



550 000 heures de travail ont été réservées à des personnes éloignées de l'emploi, précise Patrick Malfait. Elles sont à l'heure actuelle plus de 200 et acquièrent des compétences qui demeureront très recherchées pour exploiter et entretenir ce nouveau réseau. » L'inclusion sociale a été placée au cœur du projet numérique breton dès l'origine. Cela fait plus de 10 ans que la Région soutient financièrement les associations et les structures publiques qui aident les personnes en difficulté avec cette nouvelle technologie.

Pas seulement les seniors

Être connecté, c'est bien. Savoir utiliser pleinement son ordinateur ou son smartphone, c'est mieux ! Dans la région, des marges de progression existent pour améliorer l'usage du numérique. « Plus d'un quart des Bretonnes et des Bretons sont potentiellement en difficulté face au numérique, rappelle Antoine Potier, en charge de ces problématiques à la Fédération des centres sociaux de Bretagne. Nous utilisons la notion "d'éloignement numérique". Certains se rassurent en prétendant qu'il frappe uniquement les seniors, car ils ont vu apparaître cette technologie trop tard dans leur vie. Le niveau de diplôme, le milieu social ou encore le genre sont tout aussi déterminants que l'âge. Les centres sociaux accompagnent ainsi de nombreux jeunes. Ce n'est pas parce que l'on regarde des vidéos sur son smartphone que l'on est capable d'écrire

« Ce n'est pas parce que l'on regarde des vidéos sur son smartphone que l'on est capable de rédiger un e-mail ou de rechercher une offre d'emploi. »

un e-mail ou de rechercher une offre d'emploi. À chaque service qui se dématérialise, ce sont des milliers de vies qui se compliquent. » Sur le terrain, des centaines de médiateurs spécialisés sur ces questions, professionnels ou bénévoles, s'emploient à rendre le « pouvoir d'agir » à ces laissés-pour-compte du numérique. Pour démultiplier leur action, un vaste chantier de deux ans a été initié par l'État et financé par la Banque des Territoires, relayée par la Région. Nommé le « Hub Bretagne pour un numérique inclusif », il dresse une carte précise des besoins et des ressources. Ce faisant, il a jeté les bases d'un réseau étendu d'échanges et

Donner accès au numérique à toutes et tous, notamment pour faire ses démarches en ligne, est un enjeu essentiel en matière d'égalité des chances.

de coopérations. La Région étudie la mise en place d'un soutien pérenne à son fonctionnement.

De l'inclusion à l'emploi

Récemment installée à Lorient, Défis est l'une des dizaines d'associations qui, jour après jour, luttent depuis plusieurs années contre la fracture numérique en Bretagne. Pour prêter gratuitement ou vendre à tout petit prix des ordinateurs et des tablettes, elle s'intéresse depuis longtemps à la réparation et au réemploi. Avec 14 autres acteurs bretons de la médiation et du recyclage, elle porte le projet OGO, pour Ordi Grand Ouest. Son objectif ? Faire émerger une filière de collecte structurée capable de recevoir les dons des entreprises ou des administrations. Depuis la passation d'un marché public inédit associant don de matériel, insertion sociale et professionnelle et prestations, la Région lui cède la totalité du matériel informatique qu'elle remplace au sein de son administration. « À la différence des éco-organismes, qui détruisent pour recycler, nous remettons dans le circuit chaque machine qui conserve un potentiel, explique Mickaël Leblond, directeur de Défis et représentant d'OGO. Celui-ci est apprécié en fonction des besoins souvent très simples des personnes que nous accompagnons. Nous leur apprenons d'ailleurs à utiliser des logiciels libres. Nous faisons la même chose dans nos formations

→

Une filière se structure actuellement en Bretagne pour donner une seconde vie au matériel informatique.





Face aux cybermalveillances, il est important d'adopter certains réflexes pour protéger ses données personnelles.



PAROLES D'ÉLUE

« En Bretagne, les opérateurs privés ont décidé de fibrer 10 % du territoire, c'est-à-dire seulement les deux métropoles et les zones urbaines denses. La Région Bretagne et les collectivités partenaires ont alors pris une initiative publique extrêmement ambitieuse : couvrir les 90 % restants avec un principe de base : une prise en ville = une prise dans la campagne. Ce chantier titanesque se terminera avec quatre ans d'avance. Chaque maison, même celle tout au bout du chemin, sera fibrée. C'est une question d'égalité à laquelle nous sommes attachés. »



© EP Images

Laurence Fortin
Vice-présidente de la Région Bretagne - Territoires, économie et habitat

© Martin Boudier

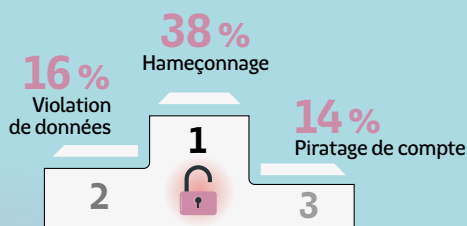
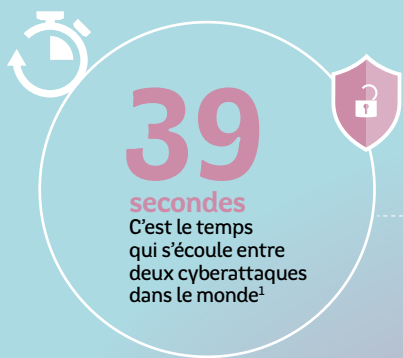
MON-COMPTE.BZH : INCLUSIF, SOBRE ET SÛR

Particuliers, professionnels, entreprises, associations... Le service mon-compte.bzh vient d'être lancé par la Région et est déployé progressivement par les collectivités bretonnes. Il facilite l'accès aux services publics dématérialisés sans multiplier à l'infini identifiants, mots de passe et formulaires de renseignement. Un soin tout particulier a été apporté à son accessibilité, et son empreinte environnementale, certifiée par la société Greenspector, est ultralégère. Côté sécurité, mon-compte.bzh s'applique à lui-même les protocoles les plus stricts, pour protéger les données de ses utilisateurs. Il permettra également de vérifier que son mot de passe favori ne figure pas dans l'une des fuites de données répertoriées internationalement, grâce à un partenariat avec la start-up rennaise Anozr Way, spécialisée dans la cyberprotection. Ce projet est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du fonds FEDER REACT-EU.

préprofessionnalisantes aux métiers du numérique. Il est possible de créer un cercle vertueux liant réemploi, inclusion citoyenne et insertion professionnelle. Des milliers d'emplois seront à pourvoir dans les prochaines années, et pas seulement pour des bacs + 5. »

Optez pour la cybervigilance

Parmi les domaines qui attendent le renfort de professionnels compétents, la cybersécurité figure en bonne place, alors que les méfaits de cybercriminels ne cessent de défrayer l'actualité. S'il n'y a pas de frontières à leurs agissements, s'en prémunir collectivement nécessite d'adapter nos comportements quotidiens, du choix d'un mot de passe plus sûr à une plus grande vigilance lors de la navigation. Il y a là un vaste chantier de sensibilisation et de pédagogie à l'attention de tous les publics, encore trop peu investi. Il n'y aura pas de numérique durable sans pratique responsable.



La cybersécurité en Bretagne

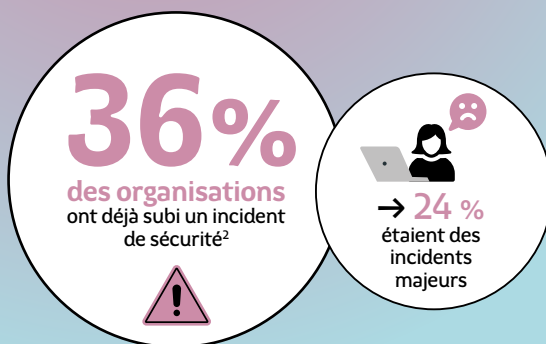
Les bonnes pratiques

- Installer un antivirus
- Utiliser des mots de passe différents et solides (au moins 12 signes, mélangeant majuscules, minuscules, chiffres, caractères spéciaux, que l'on ne peut pas deviner...)
- Faire toutes les mises à jour dès qu'elles sont proposées

Mais aussi...

- Bien configurer les paramètres de sécurité et de confidentialité sur les outils numériques (réseaux sociaux, applications bancaires, etc.)
- Télécharger les applications depuis les sites officiels
- Éviter les sites suspects ou frauduleux (ex. : streaming gratuit, avec de trop grosses démarques)
- Ne pas donner trop d'informations personnelles sur les réseaux sociaux

Retrouvez toutes les bonnes pratiques sur cybermalveillance.gouv.fr/bonnes-pratiques



La Bretagne

2^e région cyber française

160 entreprises travaillent dans le secteur

→ **8 000 emplois**

→ **1 milliard d'euros** de chiffre d'affaires

200 chercheurs
3 500 étudiants formés chaque année

Sources : ONU, Baromètre Cyber mars-mai 2023 – Panel interrogé : 50 % d'entreprises, 45 % de collectivités locales, 5 % d'associations



© Carole Wilmet/Patrick Gaillardin

Christian Cévaër

Délégué régional de l'ANSSI, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, représentant de l'autorité nationale auprès des services de l'État, collectivités territoriales, entreprises et enseignements supérieurs.

LA BRETAGNE DOIT-ELLE CRAINDRE LA CYBERCRIMINALITÉ ?

Nul n'est à l'abri de l'imagination débridée des cybercriminels, dont la planète est le terrain de jeu. La Bretagne a la chance de disposer d'un écosystème particulièrement riche d'entreprises et d'écoles compétentes, héritage de sa longue histoire dans les télécommunications et de sa place stratégique dans la défense nationale. Il ne cesse d'attirer de nouveaux talents et de susciter des initiatives originales. Je pense à l'association France Cyber Maritime, créée à Brest pour répondre aux incidents de la filière, ou au diagnostic cybersécurité développé par le groupement départemental de gendarmerie du Morbihan dans leurs missions de prévention auprès des collectivités et des petites et moyennes entreprises victimes de cybercriminalité repris par la suite au niveau national.

“En matière de cybercriminalité, mieux vaut prévenir que guérir.”

QUE DOIT-ON FAIRE QUAND ON EN EST VICTIME ?

D'abord le signaler sur la plateforme cybermalveillance.gouv.fr, qui assiste toutes les victimes qui ne sont pas outillées pour se défendre elles-mêmes (particuliers, TPE, petites collectivités...). Précisons que le cyberharcèlement fait partie de son champ d'action. Dans quelques semaines, les entreprises et les collectivités de taille moyenne et intermédiaire disposeront d'un centre de réponse aux incidents dédié : le CSIRT*, un projet porté par la Région et soutenu par l'ANSSI dans le cadre du plan de relance France 2030. Si l'on y ajoute le CERT-FR, centre national de l'ANSSI réservé en priorité aux activités sensibles et vitales (santé, finance, défense...), la Bretagne apparaît comme particulièrement armée contre la cybercriminalité.

EST-CE SUFFISANT POUR ASSURER NOTRE SÉCURITÉ NUMÉRIQUE ?

Aujourd'hui, la police et la justice disposent d'un bon arsenal technique et juridique pour traquer et punir les agissements criminels... pourvu que les victimes se fassent connaître, ce qui est malheureusement loin d'être toujours le cas. Les enquêtes s'inscrivent cependant souvent dans un temps long. Mieux vaut prévenir que guérir, notamment en abandonnant les comportements à risque. Il y a de nombreux conseils à ce sujet sur cybermalveillance.gouv.fr et sur le site de l'ANSSI. La lutte contre la cybercriminalité est l'affaire de toutes et tous !

* Computer Security Incident Response Team (Centre de réponse aux incidents cyber)



ssi.gouv.fr

Transport scolaire

POUR UNE RENTRÉE QUI ROULE EVIT UN DISTRO-SKOL HAG A YAY PLAEN POUR ENE ENRETOURNÉE QI ROUELLE D'ENE BRAVE SORTE

bzh Texte en breton

gallo Texte en gallo



100 000

C'est le nombre d'élèves transportés chaque jour sur le réseau BreizhGo, partout en Bretagne.

100000
Setu aze niver ar skolidi a vez kaset ha degaset war ar rouedad BreizhGo e pep lec'h e Breizh.

100000
Vaila comben qe n-i a d'eblucons chârâyès chaque jou su la rézille BreizhGo, partout en Bertègn.



© Fanch Galvnel

P

our équipe de l'antenne des transports de Vannes, l'été n'est pas synonyme de farniente ! C'est entre la fin mai et la mi-août que se déroule l'inscription des 26 000 élèves du Morbihan qui emprunteront, dès la rentrée, les transports scolaires régionaux. Le défi : affecter chacun d'entre eux

au bon horaire, sur le bon circuit, avec des arrêts qui correspondent à leur trajet. Un exercice d'équilibriste où il faut prendre en compte les demandes des familles, les horaires des établissements et les contraintes liées à la voirie, car toutes les routes ne peuvent pas être empruntées par des autocars... « C'est beaucoup de bon sens », estime Nicolas Thétiot, adjoint à la cheffe du service, Carole Corbel.

La sécurité avant tout

Les équipes techniques travaillent à la création des nouveaux arrêts. Chaque demande est scrutée en détail. Avec une préoccupation constante : la sécurité. Les consignes sont répétées tout au long de l'année : attendre que le car soit parti pour traverser, porter un gilet jaune, et ne surtout pas traverser ni

Pour la mise en place des circuits, la proximité est privilégiée pour les élèves de collège ; pour les lycéennes et lycéens, c'est le temps de transport.

Evit kempenn an troiadoù e vez klasket ar pep tostañ evit ar skolajidi ; evit al liseadezed hag al liseidi e soñjer da gentañ en amzer a lakaer evit mont ha dont.

Pour amarer les chemineries, la permiereté pour les colajiens ét d'étr perchains de lou colaije tant qe pour les liceyenes e liceyens, ét le temp de chârâyaije.

Evit skipailh an treuzdougen e skourr Gwened n'eo ket an hañv ar mare evit feneantal !

Etre fin miz Mae hag hanter-Eost e vez lakaet o anv gant ar 26 000 a skolidi eus ar Mor-Bihan a implijo an treuzdougen rannvroel d'ar skolioù adalek an distro-skol. Hor c'hlaoustre eo lakaat pep hini anezho war an eurioù, an droiad ha gant an arsavioù a glot gant an hent a rankint ober.

N'eo ket ul labour aes kavout ar c'hempouez pa ranker delc'her kont eus ar pezh a c'houlenn ar familhoù, eurioù ar c'hentelioù er skolioù ha stumm an hentoù, rak ne c'hall ket ar c'hirri-boutin mont war an holl hentoù... « Dav eo ober an traoù a skiant-vat », a soñj Nicolas Thétiot, eilpenn ar servij emañ Carole Corbel en e benn.

Ar surentez da gentañ-penn

Emañ ar skipailhoù teknikel o labourat evit krouiñ arsavioù nevez. Sellet e vez a-dost ouzh kement goulenñ a vez. En ur soñjal en un dra atav : ar surentez. Adlavaret e vez an alioù fur a-hed ar bloaz : gortoz ma vo aet ar c'harr-boutin kuit a-raok treuziñ an hent, gwiskañ ur jiletenn velen, ha dreist-holl chom hep treuziñ dirak pe a-dreñv ar c'harr-boutin. Aon en dez ar skipailh a-bezh rak ar gwallzarvoudoù atav.



© Fanch Galivel

Lieux-dits, hameaux, petites routes... Les équipes connaissent la géographie du département par cœur.

Kêriadennoù, hentoù bihan... anavezet mat eo tres an departamant eus an eil penn d'egile gant ar skipailhoù.

Leûs, vilaijes, petites routes... les équipes qenessent la jeyografie du departement come lou pouchette.



© Fanch Galivel

Pour chaque arrêt, une fiche décrit précisément, photos à l'appui, où le conducteur devra stationner.

Evit kement arsav a zo ez eus ur fichenn ma teskriver dre ar munud, gant ul luc'hskeudenn da-heul, pelec'h e ranko ar bleiner chom a-sav.

Pour chaque arrêt, une parchée ben percize, o des codaques, monter eyou qe le menou de chartè ara de s'arêter.

La Région est responsable du transport scolaire, hors agglomérations et métropoles.

Pour assurer cette mission, elle fait appel à une soixantaine de transporteurs par le biais de marchés publics ou de délégations de service public. En moyenne, la collectivité consacre l'équivalent de 1 000 euros par élève, là où le service est facturé 120 euros aux familles pour une année.

Karget eo ar Rannvro eus an treuzdougen d'ar skolioù e-maez ar c'hêrioù hag ar meurgêrioù.

Evit kas ar gefridi-se da benn e vez fiziet al labour en un tri-ugent bennak a stalioù treuzdougen hervez marc'hadoù publik pe dileurierezh servij publik. Lakaet e vez 1 000 euro evit pep skoliad well-wazh gant ar Rannvro, ha pa vez goulennet digant ar familhoù paeañ 120 euro ar bloaz evit ar servij.

La Rejion ét encherjée des chârais ecoliers, pæssè yeùs des vilotées e des metropoles.

Pour mener la bezaigne-la, la Rejion tarvâille o ene souëssantaine d'enterprinzes de chârayerie a travès des marchiès publics ou des encherjézoù de service public. De greùs, la Rejion met 1000 nuros pour chaqe ebluçon tant qe le service-la ét pouaye ren qe 120 nuros par les familles pour ene anée d'école.



breizhgo.bzh/transport-scolaires

Pour l'équipe de l'empla des chârais de Vane, l'etè ça q'êt pouint le moment d'êtr adlaizi come un chain en carème !

Ét entr le bout du maez de mai e la mè-d'oût qe les 26 000 ebluçons du Morbihan qi seront chârayès o les chartès ecoliers rejionaos dés aossitôt l'enretournée, sont a s'enlister. Le defi : pllacer chaqe les ebluçons su la bone oure, su la bone cheminerie, o des arêtàs qi lous avienent ben.

De la secousse, les ajissant sont terjou su le balant, o les demandes des familles, les oures d'ouvraije des aletements e le deu qe n-i a o la vouerie a caoze qe les chartès ne peuvent pouint cheminer su toutes les routes... « Faot n-n'avair de l'aobiche ! » qe dit Nicolas Thétiot, deûzain a la menouere de l'ourée, Carole Corbel.

Premier, la sûretè !

Les eqhipes tecniqes sont a runjer su des nouvias arêtàs. Chaqe demande d'ebluçons ou de souétions d'ebluçons ét ergardée ben ergardée. O la sûretè tenant ao runje. Les ghideréles sont repaissées long l'anée : esperer qe le chartè seje parti a se n-n'aler



EN IMMERSION

L'accompagnement des familles et des collectivités est l'une des missions des antennes transports de la Région.

Sikour ar familhoù hag ar strollegezhioù zo unan eus kefridioù ar skourroù treuzdougen er Rannvro.

Yeune des cherjes des emplas chârais de la Rejion ét de doner la main és familles e és aguerouées de payiz.



© Fanch Gallivel

devant ni derrière le car. Les accidents restent la crainte de toute l'équipe.

Sur le terrain

Chacun des 5 000 à 6 000 arrêts du département est étudié sous cet angle. Ce matin de juin, une partie de l'équipe part sur le terrain pour contrôler le circuit qui dessert le collège de Saint-Jean-Brévelay. Un nouvel arrêt a été demandé pour cet établissement situé entre Vannes et Locminé. Le car devra stationner sur une départementale très passante. En quelques minutes, la démonstration est faite : c'est trop dangereux. Le car s'arrêtera quelques mètres plus loin sur une route secondaire.

Les vérifications continuent : à quel niveau exactement arrêter le véhicule pour qu'il soit visible des deux côtés ? Peut-on passer par cette petite route repérée sur la carte ? Des informations qui auront leur importance au quotidien. D'autant que les transporteurs comme les techniciens anticipent l'hiver. Rapidement après la rentrée, les circuits se font de nuit, les intempéries s'invitent fréquemment. C'est à ce moment-là que l'équipe de l'antenne des transports intervient auprès des classes de 6^e. Pour rappeler, une fois encore, les règles de sécurité.

War an dachenn

Studiet e vez ar 5 000 pe 6 000 arsav a zo en departamant, an eil war-lerc'h egile, er c'heñver-se. Ar beurevezh-se e miz Mezheven ez eus aet ul lodenn eus ar skipailh war an dachenn evit kontrolliñ an hentad da vont betek skolaj Sant-Yann-Brevele. Goulennet ez eus bet krouiñ un arsav nevez evit ar skolaj-se a zo etre Gwened ha Logunec'h. Ret e vo d'ar c'harr-boutin chom a-sav war un hent-departamant lec'h m'eo stank an dremeniri. En ur ober un toullad munutennoù e teu splann an traoù : re zañjerus eo. Chom a ray ar c'harr-boutin a-sav un toullad metroù pelloc'h, war un hent bihanoc'h.

Delc'her a reont da gontrolliñ : pelec'h resis lakaat ar c'harr-boutin da chom a-sav abalamour dezhañ da vezañ gwelet eus an daou du ? Daoust ha gallout a reer tremen dre an hent bihan a zo bet gwelet war ar gartenn ? Talvoudus e vo an titouroù-se evit ar mont en-dro pemdez. Seul vui ma vez ar stalioù treuzdougen hag an deknikourien oc'h en em brientiñ en a-raok evit ar goañv. Nebeut amzer goude an distro-skol e vezont war an hentoù da noz ha dindan amzer fall alies. Da neuze ez a skipailh skourr an treuzdougen da welet ar c'hlasadoù er 6^{vet}. Evit degas da soñj dezho, ur wech ouzhpenn, eus ar reolennoù surentez.

pour tracer la route, avoir un jilet jaone su le côp, e permier ne pouint pâsser par devant ou par derre le chartè. Les atouts, toute l'eqhipe a grand poûr de ça.

Su pllacc

Châqhun des 5000 a 6000 arêtâs du departement sont ergardès o tout le cai-la ao runje. Le matin-la du maez de jin, qheuges uns de l'eqhipe vont su pllacc pour contrôler qhi q'avivande le colaije de Saint-Jean-Brévelay. Un nouviao arêtâ a tē demandē pour l'enretournée de setembr ao colaije-la q'êt entr Vane e Lominé. Le chartè ara de s'arêter su ene rote departementale eyou qe n-i a hardi de roulaije. Ben vitement nen s'avize ben qe l'enret-la ét ben trop ben gandillouz. Le chartè s'arêtera don qheuges metrs pus lein su ene rote segondère.

E ça ressiout core les contrôles : mézè c'êt de terouer le chieu pour arêter le chartè a sour fin q'i seje vû d'un bord e de l'aotr ? Je pouons-ti pâsser par la petite rote-la merquée su la carte ? Des ghiments vras conseqents pour le tous les jous raport qe, ao par-su, les châyous parai come les tecniciens sont déjà a sonjer den l'ivè a viendr. Ben vitement après l'enretournée, les chartès cheminent de net e ça q'êt pouint râle les monvézes berouées de temp a la bässe-sézon. C'êt l'arivâ pour l'eqhipe de l'emplla des chârais d'aler vaer les cllâsses de 6^e e de lou conter ene fai de pus des réles de sûretè.



**Gaële
Le Noane**

ENTREPRENEUSE MILITANTE

© Marguerite & Cie

“
**Je voulais créer
une entreprise
qui regroupe tous
mes engagements**
”

Avec sa start-up Marguerite & Cie, Gaële Le Noane veut proposer et rendre accessibles à toutes les femmes des tampons et des serviettes qui respectent la santé et l'environnement. Ou comment combiner entrepreneuriat et engagement.

PARCOURS

- 2005**
Installation comme orthophoniste dans le Pays basque
- 2009**
Retour à Quimper
- 2018**
Création de Marguerite & Cie
- 2019**
Première commercialisation des distributeurs
- 2021**
Lancement des distributeurs dans les entreprises
- 2023**
Aboutissement de la première tranche de la levée de fonds

PASSIONNÉE



Gaële Le Noane, dans les locaux de son entreprise, reconnue ESUS : entreprise solidaire d'utilité sociale.

La fondatrice de Marguerite & Cie n'hésite pas à mettre la main à la pâte pour vérifier que les distributeurs sont bien installés !

D'un geste, elle montre la fenêtre derrière elle. Un carré ouvert sur le petit port bigouden de Lesconil (Finistère) baigné de soleil. « Voilà pourquoi j'ai tenu à développer mon entreprise ici », sourit Gaële Le Noane. Elle a installé les locaux de Marguerite & Cie dans l'ancien Hôtel du port. « Il n'est pas rare que l'équipe fasse une pause baignade le midi. » Tous les matins, la cheffe d'entreprise fait 45 minutes de marche pour venir travailler.

Passionnée de plongée, elle garde toujours à portée de main un sac avec palmes, masque et tuba. L'entrepreneuse, qui avait quitté la Bretagne pour faire ses études à Strasbourg, est attachée à sa région. « Quand j'en étais loin, la Bretagne me manquait. La côte, surtout. » Lorsqu'elle crée Marguerite & Cie, on lui conseille de s'installer à Quimper, Brest ou même Rennes, mais elle insiste pour rester à Lesconil : « Je ne voyais pas pourquoi je n'aurais pas pu monter une start-up dans un village du Pays bigouden. »

Prendre soin de la santé des femmes

Tout commence en 2012, avec la mode des box. « On pouvait s'abonner pour recevoir des vêtements, des produits de beauté... Je me suis dit que s'il y a bien quelque chose qu'on devrait recevoir chaque mois dans sa boîte aux lettres, ce sont des tampons et

“ Pourquoi n'aurais-je pas pu monter une start-up dans un village du Pays bigouden ? ”



© Simon Cohen

Le système de recharge des distributeurs imaginés par Marguerite & Cie a reçu la médaille d'argent au concours Lépine, en 2021.

des serviettes. » Mais à cette époque, Gaële Le Noane travaille comme orthophoniste en libéral et reste dans cette voie. En 2017, elle lit un article dans la presse sur la composition des protections menstruelles. « J'étais effarée. Je me suis sentie trahie par la marque que j'utilisais depuis l'adolescence. Entre les composants chimiques, les perturbateurs endocriniens et le plastique, c'était catastrophique. Et plus je faisais des recherches, pire c'était. » Ce constat conforte Gaële le Noane dans l'idée que « la santé des femmes, c'est un peu la dixième roue du carrosse : tout le monde s'en fiche ». Elle poursuit ses recherches et découvre Natracare, une société britannique fondée par une ancienne militante de Greenpeace, qui commercialise des tampons et des serviettes naturels et respectueux de l'environnement, distribués notamment dans le réseau Biocoop.

« Je me suis dit : les magasins bio, c'est bien, mais toutes les femmes n'y ont pas accès. L'idée de la box est revenue. J'ai écrit à Natracare qui a répondu favorablement et m'a envoyé ses produits. » Gaële Le Noane commence à envoyer des box de tampons et de serviettes bio un peu partout en France. Début 2018, elle arrête son activité d'orthophoniste pour se consacrer complètement à son projet. C'est la naissance de Marguerite & Cie. Si aujourd'hui elle a le sourire, Gaële Le Noane a dû se battre pour faire vivre son projet. « Ça n'est pas simple de porter un projet d'entreprise quand on est une femme. Et quand ça touche à un sujet comme les règles, c'est encore plus compliqué. » Car c'est encore un tabou : « Les

préjugés, les mauvaises blagues, les situations délicates à gérer au travail font encore partie de notre quotidien. »

Contre la précarité menstruelle

Les commandes commencent à affluer de la France entière. Mais Gaële Le Noane veut aller plus loin et s'attaquer à la précarité menstruelle. « Quand on y pense, n'est-ce pas scandaleux de devoir payer pour quelque chose que l'on n'a pas choisi ? Les hommes ne payent pas leur papier-toilette quand ils vont au WC dans les lieux publics ou sur leur lieu de travail, pourquoi les femmes devraient payer leurs serviettes et leurs tampons ? »

REPÈRES

Lutter contre la précarité menstruelle

Impliquée dès 2020 dans la lutte contre la précarité menstruelle, la Région Bretagne a fait appel à Marguerite & Cie. Grâce à ce partenariat, elle a pu équiper les 116 lycées publics dont elle a la responsabilité, et 93 lycées privés, de 440 distributeurs de protections périodiques. Cette initiative a été encouragée par le Conseil régional des jeunes, très engagé sur les questions d'égalité.





© L'œil de Paco

Loin d'estimer que sa tâche est accomplie, Gaële Le Noane continue à développer son entreprise.

L'entrepreneuse veut commercialiser des distributeurs. Elle conçoit un prototype en bois et fait breveter un système de recharge qui permet d'éviter la manipulation des produits menstruels, pour plus d'hygiène. En septembre 2019, les premières commandes arrivent, pour les Crous de Bretagne et l'université Rennes 2. Les premiers articles dans la presse aussi. « À partir de ce moment-là, le téléphone n'a pas arrêté de sonner. » En 2020, Gaële Le Noane arrête l'envoi des box et mise tout sur les distributeurs, qu'elle veut faire rentrer dans les entreprises. Un pari réussi en 2021. Cette même année, elle reçoit le prix ÉcoVisionnaires du réseau Femmes de Bretagne.

Des valeurs respectées

Cinq ans après son lancement, Marguerite & Cie emploie 13 personnes et a une clientèle nationale et européenne. L'entreprise reverse une partie de ses bénéfices à l'association ADSF – Agir pour la santé des femmes. Elle propose également des temps d'échange et d'information sur les menstruations dans les établissements scolaires et les entreprises.

Pour le conditionnement et l'expédition des commandes,



© Martin-Boudier

Depuis 2022, des distributeurs de Marguerite & Cie sont disponibles dans les lycées.

1232

structures en France et à l'étranger ont adopté les distributeurs de Marguerite & Cie.

l'entreprise fait appel au réseau APF Entreprises, qui aide à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap partout sur le territoire français. « Produire en Bretagne, c'est bien mais produire en Bretagne pour expédier dans le sud de la France ou en Europe, ce n'est pas écologique et ça ne correspond pas à mon état d'esprit. L'idée, c'est de pouvoir dupliquer localement le modèle d'insertion et de circuit court. »

Celle qui, enfant, se rêvait architecte a fini par bâtir quelque chose à son image. « Je voulais créer une entreprise qui regroupe tous mes engagements : le féminisme, la préservation de l'environnement, la lutte contre la précarité et l'insertion professionnelle. » Au moment de notre rencontre, sa première levée de

fonds lui permet de respirer un peu. « C'est rare que ce soit un produit qui lance un marché. C'était culotté. Et ça a été long parce que je voulais des financements à impact, respectueux des transitions. » Marguerite & Cie a d'ailleurs été soutenue par la Région Bretagne à travers une aide à l'innovation sociale.

Aujourd'hui, la start-up a installé 5 500 distributeurs, en France et en Europe, et a permis à plus d'un million de femmes d'avoir accès à des produits bio et sans plastique. « Nous venons de lancer des kits avec tampons et serviettes pour les hôtels. Je veux aussi poursuivre le volet sensibilisation, et ancrer Marguerite & Cie à l'international. » Autant dire que Gaële Le Noane n'a pas fini d'appliquer le slogan de son entreprise : « Changeons les règles ».



LA CRIÉE DE LORIENT

KOC'HU- PESKED AN ORIENT

LA HUCHÉE D'AN ORIENT

—
La Région est propriétaire de nombreux ports de Bretagne dont le port de Lorient et la criée de Keroman où se déroule la vente de produits de la mer aux professionnels. Il s'agit de la plus importante criée de Bretagne.

Perc'henn eo Rannvro Breizh war un toullad porzhioù e Breizh, en o zouez porzh an Oriant hag ar c'hoc'hu-pesked e Kerroman lec'h ma vez gwerzhet produioù ar mor d'an dud a vicher. Ar c'hoc'hu-pesked brasañ eo e Breizh.

Puzieus ports de mè de Bertègn sont su la Rejion, come le port d'An Oriant e la huchée de Keroman eyou q'èt menée la venderie des amares de mè és siens de métier. La huchée-la ét la pus grande de Bertègn.

Juliette Pavy / Hors Format







1. Du ligneur au chalutier, le port accueille une dizaine de types de bateaux différents.

Eus al linennerioù d'ar chaluterioù ez eus un dek bennak a seurtoù bigi disheñvel er porzh.

Du lignou diq'ao courier, le port de mè-la accueille ene dizaine de menieres de batiaos.

2. Environ 3 000 emplois directs dépendent de l'activité du port.

E-tro 3 000 a dud zo stag war-eeun o labour ouzh ar porzh.

De greùs, ét 3000 empllais en dret q'ont a-revaer o le port-la.

3. À Lorient, les plus grosses ventes concernent la langoustine : 8,8 millions d'euros en 2022.

Gwerzh ar grillhed-traezh eo a zegas ar muiañ a arc'hant en Oriant : 8,8 milion a euroioù e 2022.

A An Oriant, ét les venderies de qheriettes qi sont les plus greùsses du port o 8,8 milions de nuros en 2022.

4. La Région accompagne financièrement les criées bretonnes dans leur modernisation.

Ar Rannvro a laka arc'hant evit sikour ar c'hoc'huioù-pesked e Breizh da vodernaat.

La Rejjion done des elijes és huchées bertones pour se mettr d'oure e de temp.

INSTANTANÉS



5



6



7

5. Si elle n'est plus animée par un crieur (à l'origine de son nom), la vente se fait toujours aux enchères.

Diouzh ar c'hresk e vez gwerzhet ar boued-mor hiziv c'hoazh ; hogen n'eus krier ebet ken evit kas anezhi en-dro (ar vicher-se zo kaoz d'an anv *criée* e galleg).

Si qe n-i a pus de huchou (ét la l'orine du nom) a mener les venderies, yelles-ci sont terjou des venderies a la poussée.

6. Après avoir été glacés à bord des bateaux, les produits sont mis en caisse pour être vendus.

Skornet e vez ar produioù e bourzh ar bigi, ha lakaet goude-se e kefioù evit ar werzh.

Après qe d'avair tè minz den la grôe su les batiaos, les marchanderies sont minzes den des qhesses pour étr vendues.

7. Les différents lots sont regroupés par acheteur et identifiés par un relevé. Strollet e vez al lodoù diouzh o frener, ha tikedennet gant pep a zaveenn.

Les loties sont ramoucelées par ajetou e s'erqeneüssent o un renabl.



8

8. Une partie de la pêche est préparée par les mareyeurs et mareyeuses pour la grande distribution, les poissonneries et les restaurants.

Un darn eus ar besketaerezh a vez difastet gant ar vareourien hag ar mareourezed evit ar stalioù bras, ar stalioù pesked hag ar pretioù.

Ene ourée de la paiche ét aféçonnée par les marayous e les marayoueres pour les supermarchiès, les paissonneries e les ôtelles.

9. Après l'achat, les produits sont expédiés un peu partout, en France et en Europe.

Ur wech gwerzhzet ar produioù e vezont kaset un tamm da bep lec'h, e Frañs hag en Europa.

Après q'il ont tè ajetès, les marchanderies sont envoyées un petit partout, en France e en Urope.



9



© Benjamin Deroche

Sur les **traces** de l'industrie bretonne

Et si vous alliez vous promener hors des sentiers battus (et côtiers) pour découvrir une autre facette de la Bretagne ? Celle d'anciens sites de production, réhabilités en musées ou lieux de vie.



Parler du patrimoine breton évoque immédiatement des images telles que les petits villages de pierre et d'ardoise, les mégalithes ou les paysages de landes. Pourtant, la Bretagne garde aussi les traces d'une histoire industrielle très riche, principalement marquée par la petite production et les entreprises familiales. Comme dans le reste de la France,

de nombreux lieux ont changé de vocation, passant du statut de sites de production à celui d'espaces culturels. C'est parti pour la visite ?

Du couvent à l'espace ouvert

Si le quartier des Capucins, à Brest, tire son nom des moines installés sur cette ancienne lande au XVII^e siècle, la mé-



L'EXPÉRIENCE

moire du lieu reste associée à l'arsenal et à 400 ans d'évolution de l'industrie navale au service de la Marine. Pendant plus de 150 ans, des pièces nécessaires à la réparation et à la fabrication des navires ont été usinées dans ces ateliers reconvertis en un immense tiers-lieu. Bouquiner à la médiathèque, assister à une représentation de théâtre, découvrir la galerie des océans ou le Canot de l'Empereur, prendre de la hauteur à la salle d'escalade... Il y en a pour tous les goûts ! Y compris pour celles et ceux qui veulent simplement se retrouver et manger un morceau tout en profitant de l'ambiance.

La « Manu », très prisée

La Manufacture des tabacs, à Morlaix, est aussi à son apogée à la fin du XIX^e siècle avant de connaître un déclin progressif jusqu'à un grave incendie en 1995. Dès 2001, on imagine comment réinvestir ce lieu. Aujourd'hui, le siège du *Télégramme*, installé dans l'ancienne maison du directeur, jouxte l'IUT (Institut universitaire de technologie) et le SEW – vous pouvez prononcer « sioux ». Un cinéma, un théâtre et un producteur de spectacles se sont associés pour faire vivre ce lieu culturel, enrichi d'une librairie, d'un bar et d'un restaurant. Sans oublier les autres associations culturelles, artistes et petits créateurs.



Toujours active !

Pas besoin d'être un site désaffecté pour être visité. Dans l'estuaire de la Rance, l'usine marémotrice du même nom produit de l'électricité renouvelable depuis près de 60 ans. Elle accueille aussi 200 000 curieux par an, ce qui en fait l'un des sites industriels touristiques les plus fréquentés de France. C'est aussi un véritable lieu de passage, qui relie Dinard et Saint-Malo, et dont l'écluse voit circuler 16 000 bateaux par an.

1800

C'est le nombre d'ouvriers travaillant quotidiennement aux ateliers de la Marine, à Brest, au plus fort de leur activité, en 1878. C'est aussi le nombre de personnes employées par la Manufacture des tabacs à Morlaix, à peu près au même moment.



© Simon Guyomard

En 2021, les élèves de la section mode du lycée Jean-Moulin de Saint-Brieuc ont tourné un clip au sein du Petit Écho de la Mode.

À la mode de Bretagne

C'est aussi la culture qui a pris ses quartiers dans l'ancienne imprimerie du *Petit Écho de la Mode*, à Châtaudren-Plouagat. L'hebdomadaire féminin lancé en 1879, célèbre pour ses patrons en papier de soie prédécoupés, n'est plus distribué depuis 1983, mais l'ancienne papeterie-imprimerie et son étang, eux, sont toujours là. En son sein, une salle de spectacle propose une programmation mêlant théâtre, danse, spectacles pour enfants, concerts... Pour les artistes en devenir, des cours sont dispensés pendant l'année scolaire. Des expositions sont organisées tout au long de l'année, également rythmée par trois principaux festivals : la Fête de la science en octobre, Leff Dance en mars, et l'Effet Mode en mai.



Organisé par Wart, le festival Panomaras se tient tous les ans à la « Manu ».

© Mathieu Le Gall

5 anciens sites de production à visiter



1



Le musée de la conserverie Le Gall

Ouvert en 2021, le musée est installé dans l'ancienne usine de la conserverie Le Gall, à Loctudy, et la maison de maître attenante. Il propose de « transmettre la mémoire des activités de conserves de poisson de la première moitié du xx^e siècle en Bretagne ». L'usine a été construite en 1901 avant d'être revendue près de 20 ans plus tard à Alexis Le Gall, qui la modernise et la dirige jusqu'en 1955. Bâtiments et machines d'origine, encore en place, sont protégés au titre des Monuments historiques depuis 2016.

2



Les forges de Paimpont

Servant de cadre à une chanson populaire, les forges de Paimpont se distinguent surtout par leur ancienneté. Créées dès 1656, elles sont modernisées au début du xix^e siècle, pour ne cesser leur activité qu'en 1954. Elles ont donc connu deux révolutions industrielles. Abîmés par le temps depuis qu'ils n'étaient plus utilisés, les bâtiments sont réhabilités progressivement, et des visites et événements y sont organisés d'avril à novembre.

3



Les mines de la Brutz

Saviez-vous que le sous-sol de la Bretagne était riche en minerai ? Les premières traces de mines remontent à l'Antiquité. Celles de la Brutz, à la frontière de la Loire-Atlantique, ouvrent dans la première partie du xx^e siècle. Consacrées à l'extraction du fer, elles emploient jusqu'à 300 personnes avant de fermer définitivement dans les années 1950. Un travail de restauration permet aujourd'hui de découvrir une partie de ce patrimoine.

5



La minoterie du Beauchet (photo)

Les minoteries sont nombreuses en Bretagne. Parmi ces grands établissements qui transforment les céréales en farine, celle de Beauchet, au sud de Saint-Malo, se démarque. D'abord parce que c'est un ancien moulin à marée qui utilisait la force marémotrice pour faire tourner les meules et parce qu'elle était la dernière à être en activité sur la Rance, lorsqu'elle a fermé ses portes en 1980. Ensuite, parce qu'elle a conservé toutes ses machines, ce qui est rare.

La vallée des ardoisières
Au sein du bois de Mezle, entre Maël-Carhaix et Locarn, se trouve une carrière d'ardoise. Si la végétation a majoritairement repris ses droits, les restes des bâtiments et les pupitres pédagogiques permettent de découvrir les étapes de production et la vie de ceux qui travaillaient ici. Le circuit s'étend sur 2 kilomètres et peut être complété par une visite à la maison du Patrimoine de Locarn.



S'amuser de tout bois

—
Et si on misait sur le bois pour lutter contre le blues de l'automne en s'amusant ? Voici quelques idées ludiques et durables qui séduiront les plus petits comme les plus grands.

Maison Tirot, il était des petits navires

Prévus pour voguer sur les flots d'un bassin ou d'une baignoire, les bateaux jouets de la Maison Tirot sont fabriqués avec des hêtres issus de forêts proches de cette société installée à Romagné en Ile-et-Vilaine depuis 1946. Les 15 000 bateaux (environ) produits chaque année sont confectionnés et peints à la main, et respectent les normes françaises et européennes de sécurité.

Bâchi/Voilier Saint-Germain Maison Tirot
maison-tirot.fr





Kabanon, local jusque dans l'emballage

Tout commence dans une boutique de jeu rennaise. Les membres de Kabanon cherchent des puzzles représentant leur ville, mais n'en trouvent pas. Alors, ils en ont fabriqué ! Les pièces sont usinées à Rennes et conditionnées dans une bourriche, ces caquettes servant initialement à transporter des produits de la mer, notamment les huîtres.

Puzzle Dinard Kabanon

kabanon.fr



David Jeux, les rois de la planche

L'histoire de l'entreprise est intimement liée à celle du palet breton, qu'elle a commencé à commercialiser dans les années 1980. Un temps réalisée à l'étranger, la fabrication se fait désormais en Ille-et-Vilaine. La production se diversifie avec, par exemple, le cornhole. Ce jeu venu des États-Unis consiste à essayer de lancer un sac de maïs dans le trou d'une planche.

Cornhole Calavera David Jeux

www.david-jeux.fr/



© Frédéric Leschallier de Lisle

La Cabanerie, un refuge sur mesure

Une cabane en forme de bateau, un avion ou simplement une maisonnette perchée en haut d'un arbre... il y en a pour tous les goûts ! Implantée à Acigné, à l'est de Rennes, La Cabanerie propose des structures en bois, résistantes et sur mesure. Uniques, elles sont imaginées pour s'insérer au mieux dans leur environnement.

Structure avion La Cabanerie

lacabanerie.fr



Koad, glisser écoresponsable

Des skates et des surfs sur mesure, de qualité et écologiquement responsables : c'est le pari de Koad – « bois » en breton. Cyril Pontieux, le shaper (fabricants de planches de glisse) de l'entreprise choisit une matière première issue de forêts gérées durablement. Koad privilégie également autant que possible des matériaux locaux, et provenant de circuits courts.

Skates Koad

wood.surf/atelier/

LE GWENN-HA-DU EST UN DRAPEAU TRADITIONNEL



© Vincent Michel

—
Repérable à ses bandes noires et blanches et ses hermines, le drapeau breton est tellement célèbre et populaire que beaucoup s'imaginent que c'est un drapeau traditionnel. Sauf que... c'est en réalité un jeune centenaire qui date du début du xx^e siècle.

On le nomme « Gwenn-ha-Du » en breton, « Bllan e Nair » en gallo (soit « blanc et noir » en français). Certains imaginent qu'il a été arboré lors de batailles victorieuses contre le roi de France. Au risque de décevoir les âmes romantiques, il faut se rendre à l'évidence : le Gwenn-ha-Du n'a rien d'un emblème traditionnel. C'est même un drapeau plutôt récent, puisqu'il a été créé entre 1923 et 1925. Son inventeur ? Un jeune architecte originaire de Vitré, Morvan (Maurice) Marchal. Le jeune homme milite alors au sein de l'Emsav (prononcez « Emzao »), le mouvement breton qui revendique une plus grande autonomie de la région, voire son indépendance. Morvan Marchal est très engagé : il rejoint les Seiz Breur, un groupe de jeunes artistes, dont beaucoup étudient à Paris, guidés par la volonté de donner une image moderniste de la Bretagne, tout en

“
**C'est peut-être
 au ballon rond
 que ce drapeau
 doit son salut.**
 ”

puisant dans la tradition. Le militant est également le cofondateur du Groupe régionaliste breton. Ce mouvement politique se dote d'un journal, *Breiz Atao !* (« La Bretagne toujours ! »), qui se dit voué au « relèvement de la Patrie bretonne ». Dans le même élan, Morvan Marchal souhaite donner un emblème moderne à la Bretagne, à l'instar de la Finlande, la Catalogne ou l'Irlande, dans une Europe où la montée des nationalismes s'intensifie dans l'entre-deux-guerres.

Un drapeau inspiré des États-Unis

Si Morvan Marchal utilise des emblèmes caractéristiques de la Bretagne du Moyen Âge – le noir et blanc, l'hermine ducale –, il s'inspire, pour la composition, du drapeau des États-Unis. À gauche, à la place des étoiles : 11 mouchetures d'hermines. Les quatre bandes blanches représentent les quatre évêchés de Basse-Bretagne : le Léon, la Cornouaille, le Vannetais et le Trégor. Les cinq bandes noires représentent les cinq évêchés de Haute-Bretagne : Saint-Brieuc, Dol, Rennes, Saint-Malo et Nantes. En 1937, le Gwenn-ha-Du est choisi pour représenter la Bretagne au pavillon breton de l'Exposition universelle de Paris. Cependant, la montée du fascisme en Europe n'épargne pas la région. Des mouvements bretons proches du nazisme, comme le Parti national breton, utilisent le Gwenn-ha-Du. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est devenu le symbole honni de la collaboration.

REPÈRES

BRETAGNE CULTURE DIVERSITÉ : DES CLÉS POUR MIEUX CONNAÎTRE LA BRETAGNE

Cet article a été réalisé en partenariat avec Bretagne Culture Diversité. Cette association régionale facilite l'accès de toutes et tous aux ressources et aux connaissances sur la Bretagne, et à la diversité de ses cultures. Avec des articles, des podcasts ou des vidéos, le site de ressources Bécédia répond à toutes les questions que vous vous posez sur la Bretagne.



Pour en savoir plus,
 rendez-vous sur bcd.bzh/becedia



Au stade !

Il faut attendre les années 1960 pour que ce drapeau retrouve une nouvelle vie. Et c'est peut-être au ballon rond qu'il doit son salut. Le 26 mai 1965, les joueurs du Stade Rennais affrontent l'équipe de Sedan pour la Coupe de France, à Paris. Les Rennais l'emportent : c'est la liesse en Bretagne, mais aussi dans les avenues de la capitale, où les supporters victorieux déploient leurs drapeaux. Désormais, le Gwenn-ha-Du ne quittera plus les stades ni les rues. En 1972, lors de la célèbre grève du Joint français, à Saint-Brieuc, il flotte aux côtés des drapeaux rouges. Il est ensuite de toutes les manifestations sociales et culturelles. Diwan, l'Amoco Cadiz, Plogoff... pas une mobilisation sans la bannière noir et blanc. Dans les années 1990, un syndicat étudiant, implanté dans les universités bretonnes, le transforme en un drapeau multicolore, le bien nommé « RaggaBreizh ». Certains supporters nantais le réinventent même en jaune et vert pour soutenir leur club. Aujourd'hui, le drapeau breton est sur toutes les plaques d'immatriculation. Encore tout jeune, mais avec de beaux jours devant lui.



bcd.bzh/becedia/fr/gwenn-ha-du



LES ÉOLIENNES de la baie de Saint-Brieuc

Illustration : Yann Lesacher

Composée d'un mât de 90 mètres de hauteur et d'un rotor de 167 mètres de diamètre, la première éolienne en mer bretonne a été installée en mai 2023. Acheminée par le *Brave Tern*, un navire plateforme spécialisé dans ce genre d'opérations, elle est l'une des 62 éoliennes du futur parc de la baie de Saint-Brieuc. Construits au Havre et à Brest, ces équipements sont conçus pour s'adapter à la spécificité du régime des vents dans cette zone.

Le parc, qui s'étend sur 75 km², devrait être complètement opérationnel d'ici fin 2023 et couvrir la consommation de 835 000 habitants, chauffage compris. La Région, qui soutient le projet depuis son origine, mise en effet sur les énergies renouvelables pour réduire sa dépendance énergétique sans malmener la planète. Le projet est d'ailleurs accompagné de mesures d'impacts sur la flore et la faune, en particulier sur l'écosystème marin, et a été pensé afin de garantir le maintien de l'activité de pêche.



bretagne.bzh/EMR

Le parc assurera
25% de la production
électrique bretonne.



MONA OZOUF



—
Historienne et philosophe française, spécialiste de l'éducation et de la Révolution française, Mona Ozouf a grandi en Bretagne. Une région à laquelle elle est très attachée... et réciproquement. Le nouveau lycée de Ploërmel qui a ouvert ses portes en septembre porte d'ailleurs son nom.

“
**Kerfissien
 est un lieu
 très minéral,
 qui allie âpreté
 et douceur.**
 ”



© L'oeil de Paco - Côtes d'Armor Destination

Plouha

Commune des Côtes d'Armor, Plouha accueille les plus hautes falaises de Bretagne. La pointe de Plouha culmine, en effet, à 104 mètres. On peut aussi visiter à l'ouest du village la chapelle de Kermaria-an-Iskuit, célèbre pour sa fresque représentant la danse macabre.

plouha.fr

© Catherine Hélie/Gallimard

Mon prénom, **Mona**, est typiquement breton, et mon nom marital, typiquement normand ! Contrairement aux origines libanaises que l'on me prête

parfois, je suis bien bretonne. Depuis mon enfance, je suis imprégnée par des sentiments de mémoire et de devoir associés à cette origine. Mon père, **Jean Sohier**, était un ardent défenseur de la culture et de la langue bretonnes. Il a notamment fondé le journal **Ar Falz**.

Je l'ai peu connu, car il est mort quand j'avais 4 ans, mais son souvenir a marqué mon enfance. Si mon père était originaire de Haute-Bretagne, ma mère était née en Basse-Bretagne, à Lannilis, tout comme moi. Un lieu emblématique de notre histoire familiale mais sur lequel je reviendrai plus tard, tant il revêt aujourd'hui une tournure nouvelle.

Mes paysages originels

Au décès de mon père, nous nous sommes installées avec ma grand-mère maternelle à **Plouha**, où ma mère est devenue directrice de l'école maternelle. La cour de l'école devient alors mon premier paysage originel. Je passais mes jeudis et dimanches le front contre la vitre, à regarder ce désert de béton que ma mère humanisera par quelques plantations. Je vivais dans l'attente de retrouver mes camarades. J'ai eu, en effet, une enfance solitaire et recluse. C'est pour cela que j'attendais aussi chaque année les vacances pour retourner à **Kerfissien** (que nous prononçons « Kerfichen », en breton) mon second paysage originel. Là encore, un lieu très minéral, comme je les aime, mais qui allie âpreté et douceur – à l'image, finalement, de ce qu'est la Bretagne. Surtout, je retrouvais là-bas une dizaine d'enfants, ceux des maisons voisines. Il n'y avait plus de contraintes, je pouvais jouer avec mes camarades dans des lieux où l'imagination peut facilement se loger. Tous les rochers avaient des noms : la brioche, le chemin de fer, la fontaine.... Les escalader pour atteindre leur sommet était un véritable rite d'initiation ! Et c'est malheureusement aussi sur la plage de Kerfissien que j'ai appris la déclaration de la guerre, en 1939.

Kerfissien

Situé entre Plouescat et Cléder (Finistère), Kerfichen (Kerfissien) est une anse à mouillage dotée d'une belle plage de sable blanc qui fait le bonheur des plaisanciers. Fêtes, animations et marché dominical estival complètent les joies du bord de mer. Et la maison d'enfance de Mona Ozouf est toujours là.

roscoff-tourisme.com/fr/decouvrir/6-destinations/cleder



© Alexandre Lamoureux



© Donatienne Guillaudeau - Coeur de Bretagne

Forêt de Huelgoat

Surnommée le « Fontainebleau breton », la forêt de Huelgoat est surtout connue pour la curiosité et la beauté de ses rochers, sources de nombreux récits, et pour la rivière d'Argent, domaine des fées. De juillet à septembre, l'ancienne école des filles se transforme en espace d'art et accueille notamment l'Été des 13 dimanches.

francoiselivinec.com/fr/ecoledesfilles/presentationecoledesfilles/0/ecole-des-filles

La rencontre de la Bretagne ancienne et moderne

Autre moment fort de mon enfance : les promenades dans **la forêt de Huelgoat**. J'attendais avec impatience ces sorties, que nous faisons grâce à un ami médecin de ma mère qui avait une voiture, chose exceptionnelle sous l'Occupation. Cette forêt sublime, granitique – encore cet attrait pour le minéral –, est un haut lieu de la Bretagne, aussi bien par sa verticalité (Huelgoat signifie « le bois haut ») que par sa dimension culturelle, car elle est le berceau de l'Histoire et de la légende. Enfant, je l'ai toujours vue sous la pluie ! Heureusement, depuis, je l'ai visitée sous le soleil, grâce à Françoise Livinec qui a créé en 2011, dans l'ancienne école des filles, un centre culturel où elle organise un festival littéraire, « L'Été des 13 dimanches ». Elle m'y invite chaque année et je participe volontiers à ces rencontres dans ce lieu qui allie la Bretagne ancienne et la Bretagne moderne.

La boucle est bouclée

Je passe aujourd'hui les étés en Normandie, dans la Manche, région de mon mari. Je reviens régulièrement en Bretagne et je vois à chaque fois combien évolue mon pays d'origine. Les Bretons sont désormais fiers de leur appartenance. Pour mon père, il fallait faire la guerre à la honte d'être breton et j'ai le sentiment que cette guerre a été gagnée. Parmi les lieux dans lesquels je suis revenue, il y a donc Lannilis. Je garde le souvenir des visites que je faisais à ma grand-mère. Après les vêpres, nous allions au cimetière où elle se recueillait sur les tombes des proches et des jeunes enfants. Mais ce n'était pas triste ! C'est là que j'ai compris que la conversation avec les morts ne s'éteint jamais. Je n'y étais pas retournée depuis, et il y a peu de temps la municipalité m'a contactée : elle souhaitait donner mon nom à l'école communale publique, l'école où ma mère estimait avoir tout appris ! En sa mémoire, j'ai demandé qu'on conserve son nom, Kergroas, et qu'on y accole le mien. Et ça n'est pas tout, cette école est en partie bilingue français-breton ! La boucle est bouclée. Un bel hommage à mes parents.



© Ecole des filles

Haut lieu de Bretagne, la forêt de Huelgoat est sublime, granitique.

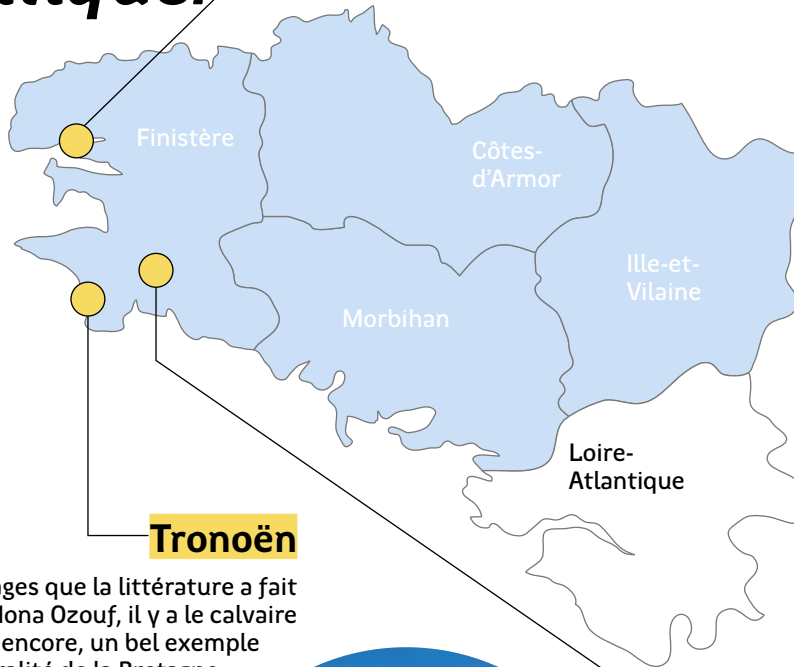


© Simon Cohen

Librairie Dialogues (Brest)

Mona Ozouf a beaucoup fréquenté cette librairie, notamment dans le cadre de rencontres. « C'est un lieu formidable où j'ai toujours reçu un accueil chaleureux de lecteurs avertis. Je garde un souvenir ému de la haute silhouette de mon cousin brestois, m'attendant à la gare où le vent d'ouest vous souffle en pleine figure ! »

librairiedialogues.fr



Tronoën

Parmi les paysages que la littérature a fait découvrir à Mona Ozouf, il y a le calvaire de Tronoën. Là encore, un bel exemple de la minéralité de la Bretagne.

Ce magnifique statuaire est le plus ancien des grands calvaires bretons. Il date du xv^e siècle, comme la chapelle qu'il jouxte, et son socle représente de nombreuses scènes de la vie de Jésus.

tronoen.net



© Région Bretagne



© Thibaut Porriel - Tourisme Bretagne

Quimper

Proche de l'Atlantique, ville ancienne posée le long de l'Odet, dominée par le mont Frugy, Quimper est à la fois monumentale et très paisible. Cité par Mona Ozouf, Julien Gracq, qui y enseigna avant la Seconde Guerre mondiale, disait de Quimper que c'était une ville « particulièrement aimable ».

jose-corti.fr/titres/carnets-grand-chemin.html

DÉTER, BIEN PLUS QU'UNE SÉRIE TÉLÉ

Pensée pour séduire les jeunes, la nouvelle fiction quotidienne de France TV a pris ses quartiers en Bretagne. Si elle valorise de manière originale et innovante les formations agricoles, la série se démarque aussi par son engagement pour réduire son impact écologique.

Les comédiens débutants de Déter ont entre 19 et 23 ans.



S

ilence demandé, ça tourne ! » Depuis le 17 avril dernier, l'ancien lycée agricole d'Ételles, en Ille-et-Vilaine, est le lieu de tournage de Déter, la nouvelle fiction quotidienne de France Télévision. Diffusée depuis ce mois-ci sur

France-tv Slash, Déter ne fait pas mystère de sa volonté de revaloriser l'image de la filière agricole auprès des jeunes pour leur donner envie de s'y engager. Une véritable mission de service public.

« Un grand feuilleton populaire »

Déter, c'est l'histoire d'un groupe d'élèves d'un vrai-faux lycée agricole qui rêvent de travailler au contact des animaux, au grand air et de s'occuper d'une exploitation. Ils et elles apprennent les maths, le français, mais aussi à conduire un tracteur ou à biberonner les veaux. Le soir, comme tous les jeunes, ils et elles scrollent sur leurs téléphones depuis leur chambre à l'internat. Bref, des ados comme les autres, un pied dans l'enfance, l'autre dans l'âge adulte, mais avec comme projet un parcours original. Au total, 200 épisodes de 7 minutes seront réalisés jusqu'en novembre. Diffusés en streaming, ils seront compilés en format hebdomadaire de 35 minutes pour la télé.

« On espère que cette première saison trouvera son public et aura une suite, souhaite Sened Dhab, directeur de la fiction numérique de France Télévisions. Quand le projet m'a été présenté, j'ai tout de suite senti le potentiel et les enjeux d'un grand feuilleton populaire. »



© Jean-Philippe Baletel - FTV

“
La thématique même de Déter nous connecte à la nature.
”

SENE D H A B, DIRECTEUR DE LA FICTION NUMÉRIQUE DE FRANCE TÉLÉVISIONS

Séduire les jeunes, sans leur mentir

En Bretagne, la série mobilise beaucoup. Et pour cause ! Trente rôles ont été confiés à des Bretonnes et des Bretons, et 82 % de l'équipe technique est également bretonne. Mais les retombées concernent aussi les entreprises puisque 37 prestataires locaux ont été sollicités, pour le transport, la restauration, l'hébergement... Convaincue de l'intérêt de Déter, la Région s'est beaucoup impliquée dans ce projet aux 10 millions d'euros de budget. Outre l'accompagnement de Bretagne Cinéma



pour la préparation matérielle et humaine du tournage, la collectivité a apporté 600 000 euros. Vitré Communauté a, de son côté, contribué à hauteur de 200 000 euros.

Ce qui a séduit, c'est aussi l'approche innovante de la série. Cette production vise les jeunes, dans la veine de la fiction télévisée *Skam*.

La Région, qui finance par ailleurs des formations pour les demandeurs d'emploi vers les métiers de l'agriculture, y a vu l'opportunité de convaincre ce public de prendre la relève des 1600 agriculteurs et agricultrices qui partent chaque année à la retraite. Une relève essentielle : représentant 10 % des personnes en activité en Bretagne, l'agriculture est un secteur clé de l'économie de la région. Malgré ces besoins, le nombre d'élèves dans l'enseignement agricole chute depuis plusieurs années – on en compte environ 15 000 en 2020, soit 2 000 de moins qu'il y a 20 ans. Sans doute par méconnaissance de ces parcours de formation et de leurs perspectives. Avec *Déter*, l'idée est bien de revaloriser les professions agricoles, sans pour autant occulter leurs contraintes. « *C'est une série qui se veut au plus près de la réalité du métier, en prenant en compte sa diversité – la culture comme l'élevage, explique le producteur exécutif Jean-Christophe Rouot. Rien n'est occulté de la difficulté du terrain, mais c'est abordé avec un état d'esprit*

“
C'est une série qui se veut au plus près de la réalité du métier.
”

JEAN-CHRISTOPHE ROUOT, PRODUCTEUR EXÉCUTIF DE DÉTER



© Jean-Philippe Baltelet - FTV

Auréliet et Guillaume, eux, ont vraiment fait de l'agriculture leur métier. Le couple prête son exploitation aux équipes de tournage.

Chaque jour, au total, entre 60 et 100 personnes sont présentes sur le tournage. Une très grande partie de l'équipe technique est bretonne.



© Estelle Chaigne - FTV



© Jean-Philippe Baltet-LFTV

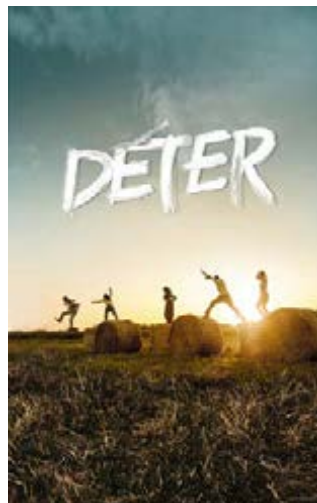
Le tracker solaire (panneau qui suit les mouvements du soleil) vient d'une société d'Ille-et-Vilaine.

positif. » La série met en lumière la complexité des enjeux du monde rural, avec humour et loin des clichés. « Sans dramatiser ni enjoliver, l'agriculture est présentée dans une réalité qui se veut documentaire », ajoute le coproducteur Augustin Bernard.

sur les plateaux. « La thématique même de Déter nous connecte à la nature, souligne Sened Dhab. Cela nous pousse forcément à avoir l'impact écologique le plus minime possible. »

Un label environnemental

Originale dans sa manière de parler du monde agricole, *Déter* se veut aussi novatrice sur le plan environnemental. Le tournage bénéficie ainsi du label Ecoprod, né fin 2022 de la volonté du monde de l'audiovisuel de s'améliorer en la matière. « L'empreinte annuelle du secteur en France est de 1,7 million de tonnes équivalent carbone, comme une ville de 130 000 habitants. Il faut la réduire ! » souligne Mado Le Fur. L'écomanageuse de *Déter* poursuit une double mission : calculer, sur la durée, l'empreinte carbone du tournage et recommander des améliorations. « Un tracker solaire – un panneau solaire mobile – nous permet d'être quasi autonomes en énergie, explique-t-elle. Nous disposons aussi de récupérateurs d'eau. Pour les décors, nous travaillons avec des recycleries, tout en utilisant des peintures et des produits de maquillage les moins polluants possible. » Une réflexion qui, il y a peu, n'allait pas de soi



Un lycée breton plus vrai que nature

Pas de doute, la série *Déter* sera bien identifiée comme bretonne. Les personnages évolueront dans un établissement portant le nom de « lycée public Anjela-Duval », en référence à la poétesse bretonne de la paysannerie. Les panneaux d'information, eux, sont en trois langues : français, breton et gallo.



france.tv/slash/deter

EXPRESSIONS POLITIQUES

Comme en dispose la loi du 27 février 2002, un espace de libre expression est réservé dans ce magazine aux groupes politiques constitués au sein de l'Assemblée régionale de Bretagne, au prorata du nombre de leurs élus et élus.

GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE DE BRETAGNE – MAJORITÉ RÉGIONALE

La cybersécurité, une ambition

Nul n'est à l'abri du risque cyber, qui peut affecter tant les particuliers que les collectivités, les entreprises que les associations. La récente attaque informatique subie par le CHU de Rennes démontre combien nous sommes fragiles face à la multiplication d'actes malveillants. En dernier ressort, la cybersécurité constitue un enjeu majeur de souveraineté, de démocratie et de libertés individuelles.

Voici une dizaine d'années que la Région a impulsé une dynamique afin de faire de notre territoire un acteur majeur à l'échelle nationale dans ce champ d'activité. Y ont en particulier concouru le Pacte d'avenir pour la Bretagne, la création du Pôle d'excellence cyber en vue de faire converger les enjeux civils et militaires, enfin la stratégie cyber qui, initiée par notre collectivité, s'est traduite par des engagements forts sur la formation, la recherche et le développement du tissu industriel.

Les résultats sont au rendez-vous. En Bretagne aujourd'hui, la filière cyber représente plus de 8 000 emplois (hors activités militaires) dans 160 entreprises et génère 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Incontestablement, notre région s'est imposée en France comme une place forte dans ce secteur à très forte valeur ajoutée.

Pour autant, il ne s'agit pas de se reposer sur ses lauriers. En juillet dernier, le président Loïg Chesnais-Girard a fixé le cap d'ériger notre région en leader européen dans ce domaine. Ce qui implique un doublement du nombre d'emplois, et, partant, un effort conséquent pour faire mieux connaître les métiers du cyber, notamment auprès des femmes. Les outils qui permettront cette montée en puissance sont désormais connus. D'abord, le CSIRT (Centre de réponse à incidents cyber) va très vite voir le jour, avec l'ambition de s'imposer, en quelque sorte, comme le SAMU du monde cyber breton. Il viendra en appui des collectivités et PME bretonnes victimes de cyberattaques, qui pourront faire appel à lui gratuitement. Ensuite, nous allons nous attacher au développement du Campus Cyber afin de répondre aux besoins croissants de formation. Au-delà, le but est aussi, souligne Jérôme Tré-Hardy, conseiller régional délégué à la cybersécurité, que « chacun se sente concerné » alors que 100 % des entreprises et acteurs publics devront être aux standards de la sécurité numérique en 2030.

Enfin, nous avons la volonté de renforcer encore notre soutien, déjà conséquent, aux acteurs économiques. À noter à ce propos l'entrée en vigueur de l'EDIH (European Digital Innovation Hub) – le nouveau guichet régional destiné à accélérer la transformation numérique des PME, ETI et collectivités bretonnes en les accompagnant sur les volets cybersécurité et intelligence artificielle.

Au final, il faut se réjouir de la grande cohérence de ce plan de développement ambitieux, qui vise à créer les conditions d'une consécration bretonne à l'échelle européenne dans un secteur d'activité hautement stratégique.

socialdemocrate.bzh@gmail.com

GROUPE HISSONS HAUT LA BRETAGNE – DROITE, CENTRE ET RÉGIONALISTES

La Bretagne est historiquement dépendante en énergie. Par l'adoption du Pacte électrique breton en 2010, elle a initié une volonté d'augmenter sa production. L'Exécutif souhaite désormais atteindre l'autonomie énergétique. Ceci nécessite d'abord de bien évaluer les besoins (hypothèses hautes et basses). Cet objectif risque en outre de se heurter au fait que la Bretagne compte l'atteindre grâce à un effort massif de production d'énergie renouvelable (multiplié par 7 à effectuer d'ici 2040 par rapport à 2012). Ces énergies étant dépendantes des conditions météorologiques, elles sont produites de façon intermittente et ne permettent donc pas une réelle autonomie énergétique. Concrètement, la Région a planifié une augmentation de production d'énergie provenant de l'éolien terrestre (x 3 à l'horizon 2050 par rapport à cette année) et pour l'éolien en mer par 5. Il en va de même pour le photovoltaïque – elle devrait aussi selon nous soutenir la méthanisation à la ferme qui favorise l'autonomie énergétique des exploitations et améliore le revenu des agriculteurs. Le développement de ces énergies renouvelables va nécessairement exiger de nombreuses zones d'implantation qui vont impacter nos territoires.

Plus que jamais, ne reproduisons pas les erreurs du passé et n'imposons pas « d'en haut » des projets qui ne sont pas acceptés localement.

En matière d'énergie, il est plus que temps pour la Région Bretagne de se doter d'une politique globale ambitieuse, réaliste et partagée.

02 99 20 52 45

X/Twitter : @Hissonshautbzh / Facebook : HissonshautlaBretagne

GROUPE NOUS LA BRETAGNE – NI BREIZHIZ – CENTRISTES, DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET EUROPÉENS

Le bilan touristique apparaît très positif pour cet été avec aussi un réel succès des nombreux festivals bretons. La Bretagne sait être accueillante et ouverte. Nous faisons confiance aux élus locaux pour que le tourisme source d'activité importante soit maîtrisé et adapté, sans nuire à l'accueil des habitants permanents. Il nous faut collectivement travailler à un équilibre de vie permettant à chacun d'y trouver travail, logement et bien être. La Bretagne avec son climat, son patrimoine naturel et historique dispose de tous les atouts pour bâtir un tourisme respectueux des femmes, des hommes et de leur environnement.

Nos lycéens, apprentis et étudiants ont repris le chemin des formations dans une académie où les taux de réussite aux examens font honneur tant aux élèves qu'à toutes les communautés éducatives. Nous souhaitons à notre jeunesse, succès et épanouissement avec un prolongement professionnel dans notre région.

groupe.nouslabretagne@gmail.com

06 33 82 36 45

X/Twitter : @NousLaBzh/Facebook : NousLaBzh

GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Depuis 2021, le Conseil régional de Bretagne est pollué par les discours toxiques d'élus prétendument « écolos ». Adeptes de l'écologie punitive, ils s'érigent au rang de juges et lancent des fatwas permanentes. Ils ne se contentent pas de combattre le sapin de Noël, le Tour de France, le Salon de l'élevage (SPACE), la Patrouille de France ou la pêche dans les étangs de Rennes, ils s'en prennent systématiquement à nos activités créatrices de richesses, celles qui permettent aux Bretons de vivre et de travailler chez eux, comme on l'a vu avec Bridor à Liffré. Le Président de Région L. Chesnais-Girard relaie maladroitement leur discours mais il ne courra jamais assez vite derrière ces ayatollahs de la verdure ! Rappelons-le sans cesse : la Bretagne est forte de son agriculture, de sa pêche, de son attractivité touristique et de son industrie !

groupernbretagne@gmail.com - Retrouvez-nous sur Facebook et X/Twitter: @GillesPennelle/@RNBretagne

GROUPE BREIZH A-GLEIZ – AUTONOMIE, ÉCOLOGIE, TERRITOIRES

Qu'est-ce qu'être Bretonne ou Breton ? Le parcours de vie et la pensée lumineuse de l'historienne et philosophe Mona Ozouf, fille d'un pionnier de l'enseignement du breton dans les écoles publiques, apportent une réponse limpide. Être Bretonne ou Breton, c'est concilier l'enracinement et l'ouverture, c'est vouloir connaître, partager et transmettre une identité originale qui s'est construite sur une période très longue, plus d'un millénaire, dans un dialogue constant avec le monde. Cette identité bretonne, à quoi sert-elle ? À être soi-même parmi les autres. N'est-ce pas là le sens même de l'existence ?

breizhagleiz@bretagne.fr

X/Twitter : @Breizhagleiz / Facebook : Breizh a-gleiz

GROUPE BRETAGNE MA VIE

Le droit au logement doit être une réalité. La loi Kasbarian est la honte de la République. Elle favorise le fait de remettre à la rue des femmes et hommes qui peuvent squatter des espaces complètement vides tels des hangars inoccupés, sans contrôle du juge. La sacralisation absolue du droit de propriété contre le droit d'avoir un toit va à contre-sens de l'histoire, à l'heure où plus de 3,1 millions de logements sont vacants, et où le nombre de sans-logis et de demandes HLM n'a jamais été aussi important depuis cinquante ans.

bretagnemavie@gmail.com

bretagne-ma-vie.bzh

GROUPE COMMUNISTES ET PROGRESSISTES

Nous considérons que la voie professionnelle est une chance pour les jeunes, les territoires et notre économie, et c'est à ce titre que

la Région Bretagne se mobilise pour garantir le droit à l'éducation et à la formation dans nos lycées professionnels. En cela, la réforme de la voie professionnelle engagée par le gouvernement n'est pas à la hauteur pour garantir un enseignement professionnel public émancipateur.

maud.jan@bretagne.bzh

X/Twitter : @PC_ProgressBZH / Youtube :

@eluescommunistesetprogress6133

GROUPE AUTONOMIE ET RÉGIONALISME

L'investissement dans les TPE bretonnes repart à la hausse depuis le début de l'année. C'est un bon signe pour la vitalité de nos bourgs. La Région Bretagne est au rendez-vous pour les accompagner jusqu'à 40 000 € lorsque l'investissement est générateur de créations d'emplois.

P. Molac, K. Hulaud, Ch. Troadec

paul.molac@bretagne.bzh

02 99 20 52 38

GROUPE LES ÉCOLOGISTES DE BRETAGNE – EKOLOGOURIEN BREIZH

Pour relever le défi de la transition écologique, le numérique peut être un levier puissant mais pas à n'importe quelle condition. Pour que la dématérialisation reste une solution et non un problème, agissons en priorité sur la lutte contre l'obsolescence programmée, l'illectronisme, et la surconsommation énergétique.

06 76 88 24 27

GROUPE ÉCOLOGISTES

Énergie : comment passer au vert ? Il est urgent d'accompagner des projets respectueux de l'environnement dans leur globalité. L'énergie est un sujet prioritaire mais il ne s'agit pas simplement de repeindre des projets en vert... Pensons de manière globale et démocratique. Pour le respect du vivant, pour notre avenir.

lucie.montier@bretagne.bzh

Adresse postale des groupes politiques
du Conseil régional de Bretagne :

283, avenue du Général Patton

CS 21101

35711 Rennes cedex 7